

plète de gouvernement conservateur, il a réduit de 4 milliards de dollars seulement le déficit qui s'élevait alors à 34 milliards de dollars.

Non content de détruire l'économie du Canada, le gouvernement cherche aussi à faire disparaître les organisations autochtones qui le critiquent trop, à son avis. Les coupes effectuées dans les fonds du Secrétariat d'État portent surtout sur ces organisations. Aucun budget n'a jamais fait autant de tort à un groupe en particulier. Le gouvernement a décidé de s'en prendre aux organisations autochtones parce qu'il n'accepte pas de se faire dire qu'il a échoué dans ce domaine.

Pourquoi un ministère dont le budget total s'élève à 3,5 milliards de dollars s'attaque-t-il aux autochtones du Canada? Le Secrétariat d'État doit réduire ses dépenses de 23 millions de dollars, mais en réalité, si on soustrait l'augmentation de 13 millions qu'il a reçue en décembre, il ne doit les réduire que de 10 millions. Les sociétés bénéficiaires du programme des communications sociales des autochtones sont le plus durement touchées. Les coupes qui les concernent représentent 65 p. 100 de toutes les coupes du Secrétariat d'État. Est-ce juste? Bien sûr que non. Le gouvernement a choisi de supprimer le programme qui servait à renseigner les autochtones sur la façon inadéquate dont il administre les questions qui les touchent. Il a imposé le silence aux autochtones.

Dans ma circonscription, la Wawatay Native Communications Society publie un journal bilingue, exploite des postes de radio et de télévision communautaires et offre un service de radio de piste à haute fréquence pour les trappeurs. L'organisme emploie actuellement 45 personnes pour desservir toutes les communautés autochtones du nord de l'Ontario, dont beaucoup sont éloignées et isolées.

À cause de la suppression du Programme des communications sociales des autochtones et des coupes dans le Programme d'accès des autochtones du Nord à la radiotélédiffusion, la société Wawatay perdra 33 p. 100 des fonds qu'elle recevait du Secrétariat d'État. Vingt personnes perdront leur emploi, et le journal primé de la société Wawatay deviendra vraisemblablement une publication unilingue anglaise. En outre, le service de radio de piste à haute fréquence sera probablement supprimé.

Les journaux autochtones ont contribué dans une forte mesure à la conservation des langues autochtones au Canada. Les journaux bilingues comme le *Wawatay News* ont empêché les langues autochtones de disparaître. Ils ont également contribué à la conservation d'une culture

très distincte et unique en publiant des articles sur la coutumes et les traditions autochtones. Grâce à ces articles, les coutumes et les traditions autochtones ne seront pas perdues.

Les sociétés de communication autochtones ont fait beaucoup pour l'alphabétisation. Beaucoup plus de Canadiens autochtones savent lire aujourd'hui grâce aux journaux autochtones. Le gouvernement se vante de la participation du Canada à l'Année internationale de l'alphabétisation. À mon avis, il devrait plutôt avoir honte de sa contribution.

Le gouvernement conservateur tente de faire disparaître les autochtones. Il les considère comme une source de problèmes. Il croit que les autochtones vont tout simplement disparaître si les fonds sont coupés.

Les autochtones du Canada vivent dans des conditions semblables à celles qu'on voit dans les pays du tiers monde. Les ministériels disent souvent que j'exagère. J'ai vu dans quelles conditions vivent certains de nos autochtones. Que les ministériels se rendent dans une communauté autochtone pour y voir la pauvreté, le désespoir, les problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie, les taux élevés de chômage et de suicide, et la violence. Une fois que les ministériels auront vu ces conditions du tiers monde ici même, au Canada, peut-être comprendront-ils pourquoi les organismes autochtones sont exaspérés lorsque les fonds qu'ils reçoivent sont réduits ou supprimés. Les organismes autochtones ont absolument besoin de ces fonds pour améliorer ces conditions.

La réduction des transferts aux provinces aux chapitres de l'enseignement postsecondaire et des soins de santé est une attaque en règle contre les programmes sociaux du pays. Le plafonnement des augmentations des transferts à l'Ontario, à la Colombie-Britannique et à l'Alberta, au chapitre du Régime d'assistance publique du Canada, constitue une attaque en règle contre leurs habitants à revenus modestes. Le ministre des Finances laisse très peu de choix aux provinces—ou bien augmenter les impôts ou bien réduire les services. Les étudiants vont devoir payer des frais de scolarité plus élevés. Les personnes âgées, qui sont les principaux bénéficiaires de soins de santé, vont subir une réduction des services. Les Canadiens à revenus modestes vont subir un amoindrissement de leur qualité de vie, qui est déjà insuffisante.

Le moins qu'on puisse attendre de ce budget c'est une augmentation d'impôt encore une fois, sous une forme ou sous l'autre. Que ce soit par la voie de la taxe sur les produits et services, par celle des mesures fiscales du budget de 1989 qui ont pris effet cette année ou par celle